



**7TH MEETING OF CIHEAM MEMBER COUNTRIES' MINISTERS  
OF AGRICULTURE AND FISHERIES**

**ZARAGOZA - 3-6 FEBRUARY 2008**

---

## **Exposé du Secrétaire Général**

**Ouverture de la séance de l'après-midi sur  
«*Ressources en eau et production agricole en Méditerranée*»**

## **Introduction**

### ***Trois temps pour articuler mon propos***

1. un constat sur le lien stratégique entre eau et agriculture en Méditerranée ;
2. produire en épargnant les ressources comme enjeu majeur dans la région ;
3. et quelques propositions pour mettre en œuvre ce processus visant à la durabilité des agricultures méditerranéennes

## **Un constat**

### ***Eau et agriculture sont intimement liés en Méditerranée***

Depuis longtemps, les Méditerranéens ont fait preuve d'un grand savoir-faire en matière de mobilisation des ressources hydriques, que symbolise l'hydraulique arabe du temps du califat d'Haroun Al-Rachid où l'on construisit une route de l'eau pour relier Bagdad à La Mecque.

Aujourd'hui, malgré un sentiment souvent exprimé, la Méditerranée, prise dans sa globalité, ne souffre pas d'un manque d'eau.

Elle souffre en fait car la répartition spatiale des ressources est très inégale et parce que les précipitations sont souvent irrégulières.

Ainsi, trois pays (la Turquie, la France et l'Italie) reçoivent deux-tiers des précipitations tandis qu'ils occupent 20% de la surface de la zone. L'aridité concerne donc surtout les pays du Sud et de l'Est méditerranéen, certains pays étant déjà soumis à un très fort stress hydrique.

Il faut par ailleurs établir une distinction entre ressources disponibles et ressources exploitables, tout simplement parce que la configuration topographique empêche la rétention de l'eau en certains endroits, ou bien parce que l'exploitation de certaines ressources pourrait avoir des répercussions environnementales ou géopolitiques majeures. Or dans certains pays déjà peu pourvus en eau, ces limites sur l'exploitation sont parfois importantes et rendent la situation d'autant plus précaire, tant pour la consommation d'eau potable que pour l'irrigation.

A propos de l'irrigation, il faut souligner qu'elle constitue un facteur d'intensification essentiel en Méditerranée. Elle permet ainsi d'élever les niveaux de production agricole tout en améliorant significativement le revenu d'une proportion importante des 40 millions d'agriculteurs que compte la zone méditerranéenne.

C'est dire combien l'eau est au cœur de l'activité agricole en Méditerranée : c'est un bien stratégique pour la production et pour le développement social.

D'ailleurs, rappelons que l'eau utilisée à des fins agricoles constitue l'essentiel des prélèvements, en tout cas au Sud et à l'Est du bassin (entre 80 et 85% de la consommation totale).

Pour mener cette intensification agricole par le biais de l'irrigation, différents recours techniques sont généralement proposés :

- Hier, ce fut la politique des barrages ;
- Aujourd'hui, tandis que les possibilités de retenue sont moindres, des techniques plus modestes permettent d'accroître quelque peu les ressources : le recyclage des eaux usées ou la réutilisation des eaux de drainage.

La mobilisation de ces dernières techniques souligne à quel point les prélèvements sont déjà très élevés. Or, la situation devient de plus en plus tendue puisqu'il faut répondre aux défis de la croissance démographique et donc de la nouvelle demande alimentaire dans ce contexte d'épuisement de la ressource hydrique.

Dans cette situation de plus en plus précaire, l'irrigation agricole fait l'objet de concurrence accrue par d'autres secteurs, les industries d'une part, la consommation des ménages d'autre part.

La problématique hydraulique est donc d'importance en Méditerranée, surtout dans les PSEM.

Son acuité peut notamment se mesurer à l'aune de la pauvreté hydraulique. Aussi, faut-il le rappeler, la Méditerranée concentre la moitié de la population mondiale pauvre en eau, c'est-à-dire disposant de moins de 1000m<sup>3</sup>/an...

Mais cette pauvreté hydraulique d'ordre quantitatif ne doit pas occulter la piètre qualité parfois des ressources hydriques disponibles :

- pollution des aquifères d'une part
- et accès difficile surtout à l'eau potable d'autre part, notamment en zones rurales...

Ainsi, près de 30 millions de Méditerranéens n'auraient pas accès à une source d'eau potable, soit 7% de la population totale de la région.

## **Un enjeu**

***Produire en ménageant la ressource hydrique***

Nul doute que pour garantir une plus grande durabilité des agricultures méditerranéennes, l'un des défis majeurs réside dans cette équation complexe :

« Comment produire plus et mieux tout en économisant les ressources ? »

C'est d'ailleurs l'un des cinq grands chantiers identifiés par le CIHEAM dans ses travaux de prospective aboutissant tout prochainement à la sortie de notre rapport *Mediterra 2008*, dédié cette année aux futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée.

En vue de promouvoir un modèle de développement agroalimentaire et rural durable en Méditerranée, l'itinéraire à suivre se situe selon les experts ayant participé à ce travail, autour de cinq chantiers prioritaires, sur lesquels il est recommandé d'agir :

Produire en ménageant les ressources naturelles donc mais également :

1. Assurer une sécurité alimentaire quantitative et qualitative
2. Construire l'offre et la mise en marché des produits agricoles
3. Elaborer des stratégies de développement pour les territoires ruraux
4. Renforcer et mutualiser les capacités de formation et de recherche dans le secteur agricole et agro-alimentaire

Et globalement, pour être en mesure de pérenniser les ressources hydriques, et donc d'atténuer le risque de tensions croissantes sur l'eau dédiée à l'agriculture notamment, les réponses à apporter doivent être multifactorielles :

- amélioration des techniques
- modification des approches sociales
- évolution des stratégies politiques
- ...

Et compte tenu des réalités méditerranéennes décrites préalablement, c'est précisément dans le domaine agricole, secteur de loin le plus aquavore, que ces efforts devront essentiellement porter.

## Quelles orientations préconiser ?

La politique de l'offre offre encore quelques opportunités de développement :

- pour les pays dont les ressources financières le permettent, le développement des usines de dessalement de l'eau de mer pourrait être une piste afin d'augmenter les ressources hydriques destinées à la consommation humaine et aux activités touristiques.
- D'autre part, des progrès peuvent être faits en matière de réutilisation des eaux usées, notamment urbaines, afin de pouvoir l'orienter vers l'irrigation agricole.

Mais cela n'est pas suffisant... Ou plutôt ne suffit plus

Il faut en effet dépasser l'approche gestion de l'offre pour privilégier celle d'une gestion technique de la demande.

Les nouveaux gisements d'eau disponible se trouvent en effet dans les économies de ressources que l'on peut faire plus que dans la mobilisation de nouvelles ressources. Mais celles-ci supposent des choix à la fois politiques, économiques, institutionnels, juridiques et techniques.

- Du point de vue politique, les arbitrages entre usages doivent se faire en fonction du rapport coûts-avantages et en tenant compte des externalités négatives, en particulier au plan environnemental.
- Sur un plan technique, des économies substantielles peuvent être faites par un recours massif à l'irrigation de précision. D'autre part, la demande doit être minimisée par l'amélioration significative des réseaux d'adduction dont les pertes sont aujourd'hui importantes.

- La gestion de la demande suppose également des innovations tarifaires, comme la tarification par paliers. Mais sur ce point là, se pose la question fondamentale du droit d'accès à l'eau qui oblige à tenir compte d'objectifs sociaux dans les calculs tarifaires
- La nouvelle politique hydraulique doit être également sous-tendue par des changements institutionnels et juridiques. Ainsi une certaine solidarité de fait doit être promue, avec la mise en place d'unités de gestion à l'échelle d'un bassin ou d'une nappe, ainsi qu'avec la promotion des associations d'usagers.
- Enfin, le commerce de l'eau virtuelle peut être aussi un instrument intéressant dans la mise en œuvre d'une politique gérant la demande: chaque production agricole peut être mesurée à l'aune des litres d'eau qui sont intervenus dans sa fabrication. Un kilogramme de blé demande moins d'eau pour sa production qu'un litre de lait. Pourquoi dès lors ne pas produire du blé plutôt que du lait pour un pays qui manquerait d'eau ?

Cette évidence, qui semble appeler une spécialisation des rives de la Méditerranée, ne doit pas masquer deux difficultés :

1. que la reconversion des économies agricoles est délicate parce qu'elle a des implications sociopolitiques patentés
2. et que pour promouvoir un commerce de l'eau virtuelle, il faut promouvoir simultanément une coopération étroite entre Etats méditerranéens pour encadrer leurs échanges agricoles.

## Conclusion

L'eau des Méditerranéens est le problème de tous, quelle que soit la rive, et que l'on soit producteurs ou usagers, urbains ou ruraux.

Et par delà l'agriculture, la question hydrique, c'est à dire finalement « *comment optimiser la gouvernance d'une ressource qui se raréfie* », représente un sujet politique prioritaire dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne.

Quand on couple cet enjeu avec celui de la sécurité alimentaire en Méditerranée, au double sens du terme..

- c'est-à-dire au niveau quantitatif, car la conjoncture nous y oblige,
- mais aussi sur le plan qualitatif, puisque savoir se nourrir et pouvoir consommer des produits de qualité constituent des impératifs de santé,

Quand on couple donc le défi hydrique avec celui de la sécurité alimentaire, on ne peut que plaider pour une plus grande prise en compte de l'agriculture dans les enceintes de coopérations régionales.

C'est pourquoi le CIHEAM appelle de ses vœux un développement de la coopération euro-méditerranéenne autour d'une solidarité concrète qui s'impose dans cette région : celle de l'agriculture et de l'alimentation.